



## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **Arrêté préfectoral n°2022- 619 portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Ardoisières de Rimogne à Harcy (08150)**

**Le Préfet des Ardennes**

**Chevalier de la Légion d'honneur**

**Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 26 février 2014 concernant les installations exploitées par la société Ardoisières de Rimogne à Harcy (08150) et concernant notamment la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 nommant de M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-359 du 7 juillet 2022 portant délégation de signature à M. Christian VEDELAGO, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : *« Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :*

*« - pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm<sup>3</sup> ;*

*« - pour les autres installations : 40 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations existantes, 30 mg/Nm<sup>3</sup> pour les installations nouvelles.*

*« Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.*

*« Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :*

*« a) Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m<sup>3</sup>/h.*

*« La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs.*

*« Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièremment pendant lesquelles les teneurs en*

*poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm<sup>3</sup> sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. « En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm<sup>3</sup> en poussières. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.*

*« b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m<sup>3</sup>/h.*

*« Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm<sup>3</sup> apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. » ;*

**Vu** l'article 45 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté. Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :

**Tableau 1. - Niveaux d'émergence**

| NIVEAU DE BRUIT AMBIANT<br>EXISTANT<br>dans les zones à émergence<br>réglementée<br>(incluant le bruit de l'installation) | EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA<br>PÉRIODE<br>allant de 7 heures à 22 heures,<br>sauf dimanches et jours fériés | EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA<br>PÉRIODE<br>allant de 22 heures à 7 heures,<br>ainsi que les dimanches et jours fériés |
|---|--|---|
| Supérieur à 35 et inférieur ou égal à<br>45 dB(A)   | 6 dB(A)  | 4 dB(A)   |
| Supérieur à 45 dB(A)  | 5 dB(A)  | 3 dB(A)   |

*De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.*

*Pour les installations appelées à ne fonctionner que sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois, les niveaux limites de bruit prévus à l'alinéa précédent s'appliquent sous réserve de dispositions plus contraignantes prévues par les documents d'urbanisme ou les plans de prévention du bruit.*

*Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies au point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté. »*

**Vu** le rapport Socotec, affaire n° : 2020-115, version : 1 du 10/01/2022 portant sur une étude sonore réalisée du 13 au 15 septembre 2021 ;

**Vu** les résultats des analyses 2021 des rejets à l'atmosphère pour l'ensemble des émissaires (rapport Socotec, n° d'affaire : 2109A1482000076, mission réalisée : du 04/10/2021 au 05/10/2021) ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 21 octobre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** l'absence d'observations présentées par l'exploitant dans le délai imparti.

**Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite du 10 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
  - La campagne de mesure sonore, réalisée du 13 au 15 septembre 2021 (rapport Socotec, affaire n° 2020-115, version : 1 du 10/01/2022), fait apparaître des non-conformités en périodes diurne et nocturne sur les deux points en zone à émergence réglementée (ZER1 et ZER2). L'émergence mesurée est supérieure à 5 dB(A) en période diurne et à 3 dB(A) en période nocturne (valeurs réglementaires) :
    - ZER 1 : 19 dB(A) mesurés en période diurne, 19 dB(A) en période nocturne ;
    - ZER 2 : 17 dB(A) mesurés en période diurne, 13 dB(A) en période nocturne ;
  - Les analyses 2021 des rejets à l'atmosphère réalisées du 04/10/2021 au 05/10/2021 (rapport Socotec, n° d'affaire : 2109A1482000076) font apparaître les non-conformités suivantes :
    - Émissaire n° 6 : concentration moyenne en mg/Nm3 sur gaz sec = 1115, valeur limite d'émission = 40,
    - Émissaire n° 7 : concentration moyenne en mg/Nm3 sur gaz sec = 55,8, valeur limite d'émission = 40 ;
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 41 et 45 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;
3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ces installations sont susceptibles d'émettre des poussières dans l'atmosphère et que les activités de broyage, criblage et concassage engendre des émissions sonores pouvant nuire au voisinage ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Ardoisières de Rimogne de respecter les prescriptions et dispositions des articles 41 et 45 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

**ARRÊTE****Article 1<sup>er</sup>**

La société Ardoisières de Rimogne et de Saint-Louis sur Meuse, dont le siège social est situé lieu-dit La Fosse aux Bois à Harcy (08150), immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIRET 786 020 552 00026, est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, les dispositions des articles 41 et 45 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

- en prenant toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions à l'atmosphère générées par l'exploitation de ses installations dans un **délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- en prenant toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions sonores générées par l'exploitation de ses installations dans un **délai de 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

**Article 3**

En application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Article 4**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5**

En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

**Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société Ardoisières de Rimogne et de Saint-Louis-sur-Meuse et dont une copie sera transmise pour information au maire de Harcy.

Charleville-Mézières, le **18 NOV. 2022**

le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Christian VEDELAGO